



Comment va le monde ?

Revue de presse estivale

Daniel Richard ■ Août 2022

Généralement, pour la traversée de l'été, l'information générale se met sur « pause ». Singulièrement entre le 21 juillet et le 15 août. Depuis plusieurs années pourtant, les vacances ne riment plus avec insouciance. La crise du Covid 19 a marqué les préoccupations en 2020. En 2021, ce furent les inondations. Cette année, la guerre en Ukraine et surtout les préoccupations générées par les conséquences des dérèglements climatiques ont nourri l'anxiété et les craintes pour demain.

Il y a très exactement 50 ans, en 1972, une année avant le choc pétrolier de 1973, le « Club de Rome » - un think tank d'industriels, de scientifiques, de hauts fonctionnaires internationaux - publiait le rapport Meadows intitulé « Les limites à la croissance ». Quatre jeunes chercheurs du Massachusetts Institute of Technology y synthétisent les travaux de 17 scientifiques de six pays. Donella et Denis Meadows, Jorgen Randers et William Behrens se sont spécialisés dans la « dynamique des systèmes ».

« Ce rapport donne une base scientifique aux inquiétudes liées à l'évolution incontrôlée de cinq paramètres déterminants pour l'avenir de l'humanité : l'accélération de l'industrialisation, la croissance de la population, l'extension de la malnutrition, la réduction des ressources non renouvelables et la détérioration de l'environnement » (Alternatives économiques, juillet août 2022). Les données sont injectées dans un programme informatique encore assez rudimentaire. Il produit plusieurs scénarios. Le plus optimiste (ressources illimitées, contrôle de la pollution, augmentation de la production alimentaire et contrôle des naissances) prévoit « une croissance incessante de la production et de la consommation qui se heurtera avant 2100 à trois crises simultanées : surexploitation des sols entraînant érosion et baisse de la production alimentaire, surexploitation des ressources par une population mondiale à haute consommation, explosion de la pollution entraînant une hausse de la mortalité. »

En 2004, les auteurs remettent l'ouvrage sur le métier. Les résultats de 1972 sont confirmés et abordés avec plus de pessimisme encore : « *Nous n'avons plus trente ans à perdre : il va falloir procéder à de nombreux changements si nous voulons qu'au dépassement actuel des limites ne succède pas un effondrement lors du XXIe siècle* ».

Des décennies durant, une forme de déni sera de mise dans le monde des décideurs politiques ou économiques. « *A peu près tout ce que nous comprenons à l'heure actuelle du réchauffement climatique était compris* », souligne Nathaniel Rich (« Perdre la terre. Une histoire de notre temps », éd. Seuil/Éditions du sous-sol, 2019). *Et même mieux compris sans doute.*

Les principaux aspects du problème étaient tranchés, sans débat possible, et les spécialistes, loin de se disputer sur l'établissement des faits, travaillaient à en affiner les conséquences. Il y a trente ans, nous aurions pu sauver la Terre. Pourtant, nous n'avons rien fait. »

Les industries extractives ont choisi de mobiliser des moyens gigantesques pour étouffer la réalité. Le temps de vider le magasin avant la fermeture définitive ?

Dans un long entretien donné au Soir (les 30 et 31 juillet), François Gemenne, politologue de l'ULg et contributeur du GIEC, déclare : « *J'ai cru qu'il serait possible de conscientiser et mobiliser une majorité de la population, en masse, je n'y crois plus. Je pense que c'est un leurre. J'ai le sentiment maintenant que si le changement devait arriver, il viendrait plutôt de minorités déterminées, des 'minorités agissantes', pour reprendre un concept théorisé par Serge Moscovici ; cela dans les entreprises, dans la société civile, dans les collectivités locales. Ce sont elles qui ont la capacité d'actionner certains leviers et d'entraîner d'autres entités. Nous en sommes à un point où la très grande majorité*

de la population est consciente des effets du réchauffement climatique, où il y a un large consensus social sur l'idée qu'il faut réduire les gaz à effet de serre, mais les gens voient ça un peu comme une 'cause', comme ils sont sensibles à la faim dans le monde, aux droits de l'Homme, pas comme quelque chose qui affecte directement leurs intérêts. En termes d'intérêts, ils font le choix collectif, plus ou moins consciemment, de continuer avec globalement le statu quo. Les gens sont prêts à faire quelques ajustements sur leur mode de vie, mais pas du tout à apporter des changements importants dans les modes de consommation et de production, ce qu'impliquerait pourtant le respect des accords de Paris. » Pour rappel, ces accords intergouvernementaux visent à contenir le réchauffement climatique en dessous de la barre des 2° par rapport à l'époque préindustrielle (nous sommes à + 1°). Evoquant des mesures nécessaires et la résistance de certains, il pose un constat qui pourrait être élargi au débat sur la restriction des libertés syndicales, par exemple : « Certains ont le sentiment que toute mesure (...) est surtout une atteinte à leur liberté personnelle. On a de plus en plus une conception individuelle de la liberté, qui menace l'exercice collectif des libertés ».

Dans l'édition de la Libre Belgique datée du même jour, Caroline Depuyd tla psychiatre de la clinique Fond'Roy dans un papier sur la santé mentale évoque le découragement et le sentiment de ne plus avoir prise sur la situation en définissant un concept d' « impuissance acquise ». « C'est le psychologue Martin Seligman qui a fait cette découverte en travaillant avec des rats. Il les a mis dans une cage en la fermant avec un plateau de verre transparent sur lequel il posait à manger. Les rats se cognaient la tête à de nombreuses reprises, mais au bout d'un moment, ils se mettaient dans le un coin parce qu'ils n'arrivaient pas à obtenir leur nourriture.

De façon étonnante, après un certain temps, quand on enlevait la couverture, les rats n'essayaient même plus de sortir. C'est cela, le concept d'impuissance acquise : on a essayé et subi des échecs, mais on a si peu de maîtrise sur les événements qu'on ne retourne dans son coin sans plus rien entreprendre qui pourrait nous faire du bien. »

Est-ce l'explication de l'atonie des mouvements sociaux face aux enjeux climatiques, sociaux, écologiques ?

L'inventeur des « intérêts notionnels », chef de cabinet du ministre des Finances, conseiller d'institutions bancaires, professeur d'économie de plusieurs universités et membre de l'Académie royale de Belgique, publie le 7 août une carte blanche sur le site de la Libre Belgique. Elle sera reprise, le 10, dans l'édition papier. Elle fera date. Elle est intitulée : « *Le capitalisme néolibéral n'est plus compatible avec le défi climatique* ». Bruno Colmant y évoque le rapport Meadows. « *Chaque jour me rend plus inquiet, car nous sommes devant les silences qui précèdent les grands périls. Depuis des années, nous savons que le paroxysme des déséquilibres climatiques, environnementaux, migratoires, sociaux, etc. se situe en 2030 au plus tard. Mais, en vérité, ce sera plus tôt. Et c'est même maintenant. (...) Nous ne pouvons plus dissocier, ainsi que je l'ai erronément cru trop longtemps, économie et écologie, car l'avidité de l'enrichissement entraîne un saccage de la nature. J'ai d'ailleurs construit une intuition, c'est que la remédiation climatique est incompatible avec l'économie de marché capitaliste néolibérale telle que nous la connaissons. (...) C'est pour cette raison que les problèmes climatiques vont certainement devoir conduire à s'extraire de ce type d'économie, voire à repenser les fonctions de la monnaie, dans le sens d'une gestion plus collectiviste, et sans doute plus autoritaire. Il n'est pas exclu que les articulations politiques collectivisent des pans entiers de l'économie privée, sous forme de confiscation et de nationalisation. Si la survie de l'humanité ne passe pas par l'économie de marché et que nous sommes incapables de déployer une intelligence collective démocratique*

pour aborder les défis environnementaux, alors des régimes autoritaires, et peut-être génocidaires, apparaîtront. » Le 16 août, l'Echo fait réagir plusieurs économistes à cette « opinion » parue dans La Libre. C'est dire si les propos de Colmant ont été abordés comme un coup de tonnerre dans un ciel d'été.

Dans une opinion parue début juillet (la Libre Belgique du 5 juillet), Jean De Munck, sociologue à l'UCL, laisse penser que nous serions déjà sur le bon chemin : « *Les historiens de l'avenir retiendront sûrement les années 2020-2022 comme des années de changement de politique majeur.*

Une page est définitivement tournée dans l'histoire mondiale. Climat, Corona, Ukraine : ces mots frappent les trois coups de l'acte II de la globalisation. Ils annoncent un radical changement de cap ». « *Le temps du libre-échange écervelé, du désarmement des esprits et de la naïveté informatique est derrière nous* ». « *Nous assistons au fracassant retour de l'Etat.* » Excès d'optimisme ?

Climax climatique

Pas un jour sans que la presse, cet été, ne s'épanche sur l'une ou l'autre conséquence des dérèglements climatiques. Dès le 24 juin, la Libre Belgique alerte sur l'étiage du Pô en Italie : le fleuve est à l'agonie et une photo choc appuie l'annonce. Quelques jours plus tard, le 16 juillet, l'Echo indique que le pays a décrété l'état d'urgence dans les régions touchées par la sécheresse.

Le 4 juillet, toute la presse revient sur l'effondrement d'un énorme glacier dans les Alpes italiennes. Cet accident causé par le réchauffement provoque la mort de plusieurs randonneurs et alpinistes. La montagne devient dangereuse en été aussi.

Le lendemain, la Libre consacre deux pages aux inondations qui frappent l'Australie. Le 2 août, les journaux parlent du Kentucky sous les eaux. A chaque fois, on dénombre des victimes.

La vague de chaleur culmine à la mi-juillet avec des températures qui atteignent les 40° (« *L'été des extrêmes* » titre le Soir le 19 juillet). « *Ce n'est qu'un début* », annonce, dans La Meuse, le climatologue Jean-Pascal Van Ipersele. Dans les prochaines années, nous pourrions connaître des canicules à 50°... Or, la chaleur tue. Les plus fragiles, d'abord. Le quotidien français Libération parle le 17 juillet d'un bilan de centaines de morts en Espagne et au Portugal.

Le 17 août, la Libre consacre deux pages à l'Arctique « *qui se réchauffe quatre fois plus vite que la température globale* ».

Xavier Fettweis, climatologue de l'ULG explique dans Vers l'Avenir le 4 août, que « *toutes les statistiques vont devoir être adaptées. En Belgique, on prévoit clairement que les étés seront plus secs. L'été de cette année, c'est typiquement l'été qu'on aura en 2040 (...)* Ce n'est pas surprenant d'avoir un été comme ça en 2022... C'est juste que le climat est en avance sur les modèles »...

La chaleur et l'absence de précipitations (liées à l'expansion de l'anticyclone des Açores) suscitent une angoisse grandissante sur l'approvisionnement en eau. « *La guerre de l'eau a commencé dans les Pyrénées* », indique, le 22 juillet, la Libre.

« *Les cours d'eau sont au plus bas* », souligne le Jour Verviers le 28. Le 8 août, la Meuse ajoute que les sources se tarissent à Malmedy et le lendemain, l'Echo évoque les conséquences économiques de cette situation en Allemagne où la sécheresse a réduit par trois les cargaisons acheminées par le Rhin dont l'étiage entrave la navigation.

Le manque d'eau a des conséquences économiques importantes. La Libre des 13, 14 et 15 août y consacre 8 pages spéciales où il est question de l'impact sur l'agriculture, la sylviculture, la logistique, la construction, mais également le refroidissement des centrales nucléaires. Le même jour, l'Echo titre en page « Entreprendre » : « *L'eau, une ressource vitale pour les entreprises aussi* ».

Les décideurs politiques finissent par « bouger » sur la question climatique sous la contrainte des réalités. Le 30 juin, l'Echo annonce un accord « clé » scellé au plan de l'Union européenne pour « *resserrer la vis climatique* ». Un accord est dégagé entre les ministres européens sur la manière d'atteindre l'objectif d'une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Il est question de la fin de la vente de voiture thermique en 2035, de la suppression des quotas d'émission de CO2 gratuits pour les entreprises et de la création d'une tarification « carbone » pour les bâtiments et le transport. Les négociations finales sont programmées au Parlement pour l'automne.

Le Sénat des Etats-Unis aussi adopte un plan climat (l'Echo du 9 août) « *qui marque un tournant dans la politique climatique des Etats-Unis* ». Il manque cependant d'ambitions et ne permettra pas aux USA d'atteindre les objectifs de réduction des émissions pour 2030... qui sont eux-mêmes insuffisants pour éviter un réchauffement global à 1,5°...

Des polémiques enflent sur les réseaux sociaux à propos de la répartition des efforts à réaliser suite à l'incroyable maladresse politique dans les restrictions françaises d'utilisation où des exceptions ont été prévues... pour l'arrosage des terrains de golf !

La lutte des classes prend de nouveaux atours dans le cadre des défis climatiques et environnementaux. Même l'économiste conservateur Etienne de Callatay est contraint de le reconnaître (la Libre Belgique du 11 août) : « *Si tous nous devons fournir un effort significatif en matière environnementale, celui-ci doit être fonction à la fois de nos capacités, notamment financières, et de notre empreinte actuelle. A cet égard, une statistique interpelle, et qui indique de manière indubitable que c'est aux mieux nantis de fournir l'essentiel de l'effort. Elle est la suivante : aux Etats-Unis comme en France, les 50% les moins nantis de la population ont une empreinte qui est compatible avec les objectifs de réduction à atteindre en 2030 (...). Ce n'est donc pas à eux de se mobiliser en premier, ou de l'être au travers de mesures contraignantes, mais à l'autre moitié de la population de s'activer !* »
Messieurs les rupins, tirez les premiers ?

L'inertie de la classe dominante nourrit un sentiment d'impuissance des populations face aux dangers qui les menacent. Elle produit des alternatives réservées ou accessibles aux seuls plus fortunés ou des réponses technologiques qui s'apparentent aux discours religieux du Moyen-Age. Il s'agit aujourd'hui de convaincre des gens qui ont été matraqués par des prêches consuméristes depuis des décennies que la sobriété sera... un progrès pour tous !

C'est tout sauf simple et gagné... L'autre défi consiste à convertir en puissance transformatrice la colère populaire qui monte face à la manière dont riches et puissants s'exonèrent déjà des efforts communs indispensables !

Les incendies ramènent à l'avant-plan la question des choix posés depuis des lustres par les politiques néo-libérales en matière d'investissement dans les services collectifs, dont ceux de secours et les pompiers notamment. « *La France brûle : 'On se croirait en Californie, c'est gigantesque* », annonce Vers l'Avenir le 12 août. « *La France brûle, en Gironde, mais pas seulement. Du jamais vu selon les pompiers qui paraissent bien dépourvus face à la puissance du feu* ». L'Europe se mobilise pour venir en aide aux Français, mais sur le terrain, la réalité se heurte aux insuffisances de l'intégration des différents services : si la langue est un problème, les incompatibilités des systèmes techniques sont des freins aussi importants. La réflexion sur la capacité d'affronter de tels sinistres (qui frappent aussi le nord du continent !) en Belgique ramène le débat sur le désinvestissement des services publics.

Eau, alimentation, énergie... Nos besoins de base sont-ils garantis ?

Le dérèglement climatique reste le symptôme le plus visible de la crise écologique qui est ouverte. Bien d'autres sources d'inquiétude existent.

« *L'Europe doit se désintoxiquer des pesticides* », balance la Libre le 23 juin. Et le lendemain : « *La pollution a réduit l'espérance de vie mondiale de deux ans* ». La presse évoque aussi à la mi-août le « *désolant spectacle de milliers de poissons morts sur l'Oder* », fleuve frontalier entre la Pologne et l'Allemagne, sans pouvoir déterminer la cause de cette pollution majeure.

Le jour du dépassement, le moment où les humains ont consommé l'ensemble des ressources que la planète peut renouveler en un an, arrive de plus en plus tôt dans le calendrier. En 2022, c'était le 28 juillet... pour le monde entier. Si nous considérons seulement la Belgique, il arrive déjà le 26 mars ! Cela signifie que, pour terminer l'année, nous consommons les réserves planétaires ! En 2009, une équipe de chercheurs internationaux a publié une liste de 9 limites planétaires à ne pas dépasser. Cette année, la 6e limite a été explosée (le cycle de l'eau douce). En restent trois non franchies : l'acidification des océans, la présence d'aérosol dans l'atmosphère et l'importance de la couche d'ozone.

Mais les chercheurs indiquent, en réalité, manquer de données pour se prononcer « scientifiquement » sur l'état de ces trois domaines ! Passés ces seuils, aucun expert ne peut prédire le comportement du « système complexe » qu'est la terre. Nous glissons sans doute vers un état de chaos.

« *Cinquante millions de personnes sont menacées de famine* », déclare à la Libre, le 2 juillet, Olivier De Schutter, le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Il dénonce la spéculation financière dans le secteur :

« Les fonds et les banques d'investissement parient sur l'évolution des prix agricoles, uniquement dans le but de maximiser leurs profits, ce qui affole les marchés ». Il évoque également les répercussions de la guerre en Ukraine et le blocage du blé de la saison dernière dans les ports de la mer Noire. Une solution a été négociée avec la Russie pour commencer à desserrer cet étau stratégique.

« Plus de 3 milliards de personnes vivent dans des pays ayant une capacité alimentaire insuffisante », indique le Global Footprint Network (La Libre du 28 juillet). « Si l'on prend en compte toutes les ressources, et pas seulement la nourriture. 'La sécurité des ressources devient un paramètre essentiel de la puissance économique. Il n'y a aucun avantage à attendre que les autres agissent en premier. Au contraire, il est dans l'intérêt de chaque ville, entreprise ou pays de protéger ses propres capacités à fonctionner dans un avenir inévitable où le changement climatique et les ressources seront de plus en plus limités' déclare Mathis Wackernagel », le fondateur de cette ONG.

Ce constat fait écho à une carte blanche signée par la FGTB de Verviers- Ostbelgien à la sortie du premier confinement (« Ensemble pour un territoire en transition et résilient ») : « Il n'est pas question de revivre les aléas d'une dépendance extérieure totale (...) Au moment où des plans de relance s'élaborent à tous les niveaux de pouvoir, nous en appelons à une plus grande coopération supra-communale, afin de nous permettre d'envisager l'avenir avec plus de confiance en nos capacités et ressources collectives. (...) Elle nous semble indispensable pour garantir durablement la satisfaction de nos besoins essentiels ainsi que des emplois de qualité porteurs de sens dans un tissu économique solide et ancré au cœur d'un projet de territoire résolument novateur. » L'eau, l'alimentation, l'énergie, le logement, la culture et la santé de première ligne ont alors été énumérés comme des besoins de base.

La tenue de la Foire agricole de Libramont a été l'occasion, après deux ans de perturbation dans son organisation, de faire le point sur l'agriculture en Wallonie. « Le secteur agricole, fondamental, mais toujours incertain » titre le Soir le 26 juillet. Selon une étude de Statbel et de CBC Banque, il continue de perdre des emplois. Le même jour la Libre indique que « La crise ukrainienne impacte la viabilité de l'activité de quatre agriculteurs sur dix ». « La production agricole wallonne est-elle jalonnée d'aberrations ? » s'interroge La Libre, le 2 août.

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, De Schutter, explique : « Deux tiers des céréales panifiables sont importés alors que 80% de la production de pommes de terre est exportée. On a poussé un peu trop loin le curseur vers tout à l'export. Le défi actuel est une relocalisation et une diversification des cultures. Il faut développer une agriculture centrée sur les besoins locaux. Il faut créer les conditions de la transition ».

« En Wallonie, 17% de ce que nous produisons sert à l'autosuffisance », précise, dans le même débat, la ministre wallonne de l'Environnement, Céline Tellier.

A noter encore, l'interview, le 28 juillet, du nouveau président du puissant Boerenbond flamand par Vers l'Avenir : « L'agriculture flamande coincée par son foncier ». « Avec peu de terres disponibles, et des terres très chères, nos agriculteurs ont dû se tourner vers l'agriculture intensive », explique-t-il. Un modèle qui n'est, à l'évidence, pas durable. Pour réduire la concentration d'azote, un plan du gouvernement flamand menace de disparition un certain nombre d'exploitations. « La Flandre s'enlise dans son lisier » ... Cela dit, le modèle agricole wallon doit lui aussi évoluer. La progression des prix fonciers invite chez nous à des initiatives plus collectives d'acquisition de terres (L'Echo du 2

juillet). Des alternatives émergent un peu partout (« *Produire des légumes et de l'électricité en circuit court* » à Chimay dans des fermes agris voltaïques » – la Libre Belgique du 27 juin).

Pour nos besoins en eau, la presse nous prépare également à la nécessité d'un changement de modèle : « Rationaliser l'eau, bientôt la norme », éditorialise l'Avenir du 4 août qui plaide pour une politique de récupération individuelle d'eau de pluie. La question de l'augmentation de capacité des barrages wallons risque aussi d'arriver rapidement à l'ordre du jour.

Dans son édition du 13 août, l'Echo donne la parole aux responsables de la SWDE : « *En 2018, on a connu une sécheresse qui a dépassé les records de 1976. Et, à certains endroits, les manques d'eau ont atteint 30%.* » L'entreprise a planifié des investissements pour faire face au problème. Sont-ils aujourd'hui suffisants ? « *Les 30% n'ont pas été définis sur base de la sécheresse, mais sur la base de l'hiver rigoureux de 2009 qui a entraîné des éclatements de conduites chez les particuliers à cause de compteurs non protégés* ». Et l'entreprise publique verviétoise d'avouer : « *Le plan conçu entre 2011 et 2014 n'intégrait pas la réflexion sur les changements climatiques et la multiplication probable des épisodes de sécheresse* ». Le 17 août, la Libre se veut rassurante pourtant : « *La Belgique ne doit pas craindre pour l'heure de manquer d'eau potable. Elle est cependant considérée comme un pays à haut stress hydrique, utilisant entre 40 et 80% de l'eau disponible* ». La réalité présente néanmoins des modulations régionales contrastées : « *En Wallonie, les réserves d'eau douce sont encore suffisantes. La situation n'est pas comparable en Flandre* ».

Des investissements complémentaires sont sans doute nécessaires pour faire face à de probables sécheresses successives.

Ainsi mesure-t-on que la satisfaction des besoins de base des Wallons pour ce qui concerne l'alimentation, mais également l'eau est un enjeu pour les années prochaines. Qu'en est-il de l'énergie ?

Le 23 juillet, l'Echo prédit « *Un hiver énergétique sous haute tension* » : « *les entreprises envisagent des arrêts de production durant l'hiver, du fait des tensions sur le marché énergétique. Entre rupture d'approvisionnement et envolée des tarifs, elles devront parfois se résoudre à fermer le compteur* ». Où est le problème ? Il est dans la dépendance européenne à l'égard de la fourniture du gaz russe alors que la guerre en Ukraine se prolonge. La Commission a préparé un plan avec un objectif de réduction de 15% de la consommation de gaz. « *Au creux de l'hiver, des arrêts de production volontaires sont en tous cas à prévoir de la part de certaines entreprises, souligne le journal. Mais ces arrêts seraient contraints par le niveau des prix. Tout comme la baisse de la consommation, subie par certains ménages, ils ne peuvent en rien constituer la pierre angulaire d'une politique de sobriété énergétique* ».

Les conséquences de cette guerre, imprévue, nous donnent une vision assez claire de l'impréparation des sociétés occidentales aux risques de rupture des flux d'approvisionnement énergétique classique. Or les énergies fossiles sont appelées à se raréfier pour des raisons liées d'une part au pic de leur exploitation (l'extraction du pétrole va coûter de plus en plus cher : les gisements faciles d'accès s'épuisent, restent ceux qui sont le moins accessibles) et d'autre part aux conséquences sur le climat des rejets de CO2 dans l'atmosphère.

Alors que certains Etats se préparent à rouvrir des centrales aux charbons, que d'autres tablent sur un « nucléaire » défaillant, et que d'autres encore misent sur les turbines gaz vapeur, c'est surtout l'apparence d'une situation de « football panique » que donne le débat énergétique européen. Entre

les conséquences de la guerre et les mesures sur le climat, nous évoluons dans un paradoxe permanent, à la recherche de la moins mauvaise des solutions. La perspective d'une plus grande sobriété se cache pourtant mal derrière ces contradictions. Elle risque d'être non préparée au niveau de la population, non concertée. Sans doute injuste et autoritaire ?

En Belgique, le gouvernement a obtenu d'Engie un accord pour rediscuter de la prolongation du nucléaire au-delà de l'échéance 2025... « *La vraie négociation sur le nucléaire va commencer* », dit la Libre le 23 juillet. Rien n'est acquis sinon le principe d'une négociation.

Pourtant les concessions faites par l'Etat semblent déjà gigantesques: partage du risque financier (« *un pari financier risqué* » titre l'Avenir, le 23 juillet) pour la gestion commune des outils, du risque lié à la sécurité civile et à la gestion des déchets... Plusieurs centaines de millions seront nécessaires. Les associations environnementales constatent qu'il s'agit du plus gros cadeau fait au géant français qui vient de doubler ses bénéfices cette année (5 milliards d'euros pour les 6 premiers mois de 2022).

Un débat subsiste entre le distributeur, Elia, et le régulateur, la CREG, sur ce « *Que risque la Belgique si les négociations avec Engie capotent ?* » (La Libre du 28 juillet). Un autre n'est pas posé, celui de la facture finale au consommateur (pour sa consommation) ... et au citoyen (compte tenu de l'importance des engagements financiers publics pour les infrastructures).

Les désordres de la « science économique » et la récession qui vient...

Ce débat énergétique résonne avec une carte blanche de l'économiste écolo Philippe Defeyt : « *Investir plus et mieux pour demain* » (l'Echo du 11 août). « *Les énormes investissements à mettre en œuvre pour assurer les transitions climatiques, agricoles, énergétiques... exigeront non seulement des moyens financiers et un changement des mentalités, mais également le courage de faire des choix.* » Dans le logement – « une priorité ! » –, le transport, l'agriculture, « *beaucoup de bonnes choses sont déjà en route, mais la vision d'ensemble – dans la durée – et la nécessaire planification sont encore à construire.* »

Quelques jours plus tôt, Bruno Colmant, encore lui, constatait dans le même journal : « *Alors que nos économies foncent tout droit vers une récession, l'heure est venue de redessiner le rôle de l'Etat, de réformer en profondeur la fiscalité et, plus fondamentalement encore de reformuler un projet de société centré sur l'humain, la nature et la finance* ». Il démarre néanmoins son analyse sur un constat beaucoup moins optimiste : « *Depuis des mois, on ressent la sourde vibration des paramètres sociaux et financiers qui annoncent un tremblement de terre. Après plusieurs décennies de mondialisation désinflationniste, l'inflation est d'une envergure hyperbolique. Nos communautés n'y sont aucune-ment préparées* ».

Notre premier partenaire commercial, l'Allemagne, souffre (« *L'économie allemande en berne, quels risques pour la Belgique ?* », l'Echo du 17 août) particulièrement de sa dépendance au gaz russe, du ralentissement du transport fluvial sur le Rhin, mais également d'une inflation importante. Elle a

connu un arrêt brutal de sa croissance économique au second trimestre. « *Un sixième des entreprises ont déjà réduit leur production* ». L'économie belge en subira des effets induits.

« *Pourquoi les économistes n'ont pas vu venir l'inflation* » se demandait le quotidien économique le 13 août. « *Les banquiers centraux et les économistes n'ont pas du tout anticipé le retour de l'inflation. Leurs modèles prévisionnels doivent-ils être revus ?* » Les réponses des économistes sont nuancées, mais elles jettent un sérieux doute sur le caractère « dur » de la science économique et de leurs explications. On comprend surtout qu'ils ne comprennent pas tout et peut-être pas grand-chose : « *Il est possible que nos modèles soient corrects, mais que l'inflation soit fondamentalement imprévisible* », lâche Jon Steinsson, professeur d'économie à l'Université de Californie.

Dans la typologie des systèmes, on distingue généralement quatre catégories. Les systèmes simples (une cause produit un effet) où les relations entre les éléments sont connues, prédictibles et répétitives. Les systèmes compliqués où les experts sont nécessaires pour analyser les relations cachées (mais constantes) entre les éléments. Les systèmes complexes, où les experts deviennent totalement inutiles dans la mesure où les relations entre les éléments ne sont analysables que rétrospectivement et possiblement variables selon les contextes. Par intuition et essais-erreurs, émergent ici les réponses finalement adéquates. Enfin, le chaos est le système où plus aucune relation entre les éléments n'est jamais perceptible.

L'économie comme l'écologie semble relever aujourd'hui beaucoup plus d'un système complexe que d'un système compliqué. Or, les réponses restent mobilisées par les experts, n'est-ce pas aussi une explication de notre impuissance ?

C'est la thèse d'un livre remarquable édité fin 2020 (« *Comment les élites récusent le réel. Leurres et faux semblants* », éd. Libre et solidaire). Dominique Jacques Roth, docteur en sciences de l'information et de la communication et psychothérapeute, y explique en page 65 : « *La crise de la représentation politique est devenue internationale. Elle s'exprime sur le mode de l'abstention électorale en Europe. Seules les révoltes qui surgissent ici et là épinglent la fausse légitimité d'un expansionnisme scientifique, technique et marchand défendue par des multinationales de plus en plus puissantes, soutenue par les marchés financiers et relayée par les gouvernants. Parmi les présupposés que ce discours pose comme indiscutables, on trouve en vrac l'idée que l'économie est une science, qu'elle doit guider l'action politique, qu'il convient de faire confiance à la main invisible, que le marché est le modèle indiscutable de régulation optimale du bien-être, que la concurrence est libre et non faussée, que l'intervention de l'Etat est non seulement coûteuse, mais inefficace, que les droits sociaux et le droit du travail sont des entraves freinant le développement économique, que la baisse des coûts de production est une obligation pour affronter la concurrence, que l'enrichissement des actionnaires est légitime, car ils prennent les risques, qu'il importe de baisser les salaires pour accroître la compétitivité et la productivité des entreprises, etc.* »

Tout n'est-il pas dit ? Devons-nous continuer à nous fier aux « experts » produits par le système en crise pour sortir de la crise ? Einstein préconisait de ne pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre...

Dans cette veine technocratique de l'approche de la réalité, notons l'appel de vingt économistes belges (néo-classiques) qui invitent « *le fédéral à faire des efforts et à établir des réformes en matière budgétaires* » (l'Echo du 14 juillet).

« Au train où vont les choses, nos finances publiques vont droit dans le mur (...) Alors que de nombreux secteurs (enseignement, justice, défense, non marchande, etc.) réclament des moyens supplémentaires, les politiques rivalisent d'imagination pour faire miroiter de nouvelles dépenses (réduction permanente de la TVA sur l'électricité, 30.000 euros pour chaque jeune de 25 ans, etc.). 'On en viendrait presque à penser que notre gouvernement dispose d'énormes excédents budgétaires dont il doit se débarrasser de toute urgence (...). Le débat politique actuel est franchement irresponsable (...) Toutes les prévisions tablent sur un déficit budgétaire autour de 5% du PIB pour les années à venir. L'Etat précaire de nos finances publiques n'est donc pas seulement dû au Covid et à la guerre d'Ukraine ».

Cet appel vibrant à une politique d'austérité est-il seulement audible alors que *« l'Etat n'a jamais mis autant d'argent pour le revenu d'intégration que l'an dernier »* (la Libre du 4 août). Alors que *« les marges bénéficiaires des entreprises sont à un sommet. Et ce mot n'est pas galvaudé : le taux de marge des sociétés (non financières) mesuré par l'excédent brut d'exploitation, se monte actuellement à 46% »* (la Libre du 24 juin). Alors que l'Echo du 6 août rapporte : *« Ces dernières semaines, ils – les résultats des entreprises – sont tombés comme autant de baffes à la figure des consommateurs médusés face à l'explosion de leurs factures énergétiques. Les résultats trimestriels et semestriels des grands groupes pétroliers ou énergétiques au sens large ont en effet battu tous les records, couronnant leurs bénéficiaires du titre de grands vainqueurs de la crise (et de la guerre) ».*

Reste la question de la politique publique à mener alors que l'économie ralentit et que grandit la crainte d'une récession (*« Le PIB américain s'est contracté pour le 2e trimestre d'affilée, intensifiant les craintes d'une récession. La Belgique s'en sort mieux, mais les nuages persistent »* - l'Echo du 29 juillet).

L'inflation conduit généralement à une chute de la demande qui peut mener les entreprises à diminuer leur offre et ainsi provoquer un risque de récession. Il s'agit donc de contrôler cette inflation. Certains économistes confessent leur impuissance à ce propos (voir supra). *« Le véritable contrôle de l'inflation dépendra du partage de cette dernière entre les travailleurs et les entreprises, ce qui relève du contrat et de la qualité du dialogue social propre à chaque pays »*, suggère Bruno Colmant (l'Echo du 2 août).

« On en arrive incidemment à ce questionnement répété : était-il sage et intellectuellement construit d'avoir délégué le contrôle des prix de la zone euro à la BCE ? La réponse est probablement négative. Et on réalise, même si ce constat peut être dommageable à la compétitivité des entreprises, le bienfait d'avoir conservé en Belgique une indexation des salaires, plutôt que d'avoir naïvement cru à la capacité de la BCE de combattre l'inflation. ».

Bref, les outils de la science économique ne sont sans doute pas à la hauteur des enjeux. C'est ce que laissent encore entendre les propos de Freddy Heylen, professeur de macroéconomie à l'Université de Gand (l'Echo du 13 août) : *« De nouvelles recherches seront nécessaires pour améliorer les modèles et les faire évoluer (...) Par exemple, la Courbe de Philips n'est pas stable et elle est devenue beaucoup moins abrupte. Concrètement, cela signifie qu'une baisse identique du taux de chômage a aujourd'hui moins d'impact sur les salaires. Ce qui peut s'expliquer de nombreuses manières : la baisse du pouvoir des syndicats, la mondialisation, l'automatisation et l'augmentation de la longueur des carrières ».*

Cherche « progrès social » ...

Quels progrès sociaux peut-on espérer dans une société où le rapport de force des organisations ouvrières est affaibli ?

L'été 2022 a apporté quelques pistes de réponses.

Après une manifestation qui a réuni à Bruxelles le 20 juin pas loin de 100.000 personnes et après une pétition qui a réuni 90.000 signatures, les trois organisations syndicales ont été entendues au Parlement sur leur revendication d'une révision, avant la négociation du prochain accord interprofessionnel, de la loi de 1996 qui délimite la progression possible des salaires (et qui garantit l'index et les barèmes). Rien n'a bougé dans ce dossier et cela alors que la FGTB annonçait une grève générale en novembre (l'Echo du 29 juin). « *Une grève nationale dès la rentrée si rien ne bouge* », déclarait déjà Thierry Bodson à la Meuse, le 18 juin...

A la rentrée, les discussions doivent reprendre entre les interlocuteurs sociaux sur la liaison des allocations sociales au bien-être. Le 12 juillet, le Soir annonçait qu'elles étaient au point mort. Les syndicats entendent que ce débat soit distinct de la négociation sur les salaires. Pour la FEB, les deux dossiers sont liés. « *Si rien ne bouge, ce sera au gouvernement de se positionner* ».

L'indexation automatique des salaires a encore fait l'objet d'une offensive patronale le 7 juillet. Vers l'Avenir : « *La FEB plaide pour un report partiel de l'indexation automatique des salaires* ». « *Sans aménagement de l'index, l'économie belge va droit dans le mur* » a déclaré le patron de la FEB, Pieter Timmermans ».

Quelques jours plus tard, le 14 juillet, dans la Libre cette fois, le même baron martèle : « *La sécurité sociale va droit dans le mur* ». Le patronat belge manque de mots, manque d'images, mais son idée est qu'« *il faut adapter les dépenses sociales aux moyens et non l'inverse* ». A ce moment, il s'agit de faire pression sur un gouvernement confronté à une négociation interne difficile sur la réforme des pensions.

« *Ils ne discutent pas d'une réforme, juste de quelques corrections sociales qui vont coûter et ne jamais rapporter. De nouveau, on met la charrue avant les bœufs* ».

Un accord interviendra à la veille de la fête nationale. La réforme des pensions est qualifiée de « *minimaliste* » (la Libre Belgique), de « *light* » (Vers l'Avenir), d'« *inaboutie* » (Le Soir). L'analyse du contenu de l'accord n'est pas terminée qu'elle fait surtout apparaître qu'aucune solution n'est dégagée pour les métiers pénibles et que cette « *patate chaude* » est renvoyée aux interlocuteurs sociaux.

L'analyse de cette « *avancée* » est surtout politique. Elle permet à la Vivaldi de poursuivre son chemin et au Premier ministre d'annoncer qu'il est d'ores et déjà candidat à sa propre succession (le Soir des 23 et 24 juillet).

On notera encore que la nomination d'Hadja Lahbib au poste de ministre des Affaires étrangères a causé quelques remous supplémentaires au sein du MR déjà bien agité depuis le retour sur la scène politique de Jean-Luc Crucke (après son renoncement à siéger à la Cour constitutionnelle). Ces difficultés n'empêchent pas le président du MR de s'agiter. « *J'ai envoyé un SMS à Georges-Louis-Boucher*

pour qu'on se voie, déclare Conner Rousseau au Soir (les 6 et 7 août). J'ai envie d'essayer de mieux comprendre son attitude et de lui faire part de ma préoccupation en vue de 2024. » « Qu'allez-vous lui dire ? », demande le journaliste. « Keep calm ! », répond le président de Vooruit.

Au plan strictement politique et dans la perspective de 2024, on soulignera encore le positionnement du PTB qui « *veut montrer qu'il est un parti gestionnaire* » (la Libre Belgique du 24 juin). Histoire de contrer le discours socialiste sur l'incapacité de ce parti de prendre des responsabilités ? De la même manière qu'il faut sans doute analyser le changement de ligne du président du PS, Paul Magnette, comme une réponse du berger à la bergère (... PTB) qui l'accusait de préparer l'éclatement du pays avec la NVA : à la veille d'un congrès des socialistes wallons, il avait précisé qu' « *une septième réforme de l'Etat en 2024 n'est ni nécessaire ni souhaitable* » (le Soir du 18 juin). Les Wallons à nouveau « *demandeurs de rien* » ?

Parmi les dossiers qui feront encore l'actualité (outre la question des salaires), il y aura bien sûr la protection du pouvoir d'achat face aux hausses des prix de l'énergie notamment, mais aussi le sort de la réforme fiscale qui semble enfin sortir des limbes.

L'analyse des propositions devra se faire sous l'éclairage du rapport capital/travail avec en point de mire la décision américaine de créer un « *impôt minimum de 15% sur les sociétés (qui) contribuera à stopper cette course mondiale vers le bas en matière de taux d'imposition* » ... des sociétés (Opinion de Joseph Stiglitz dans l'Echo du 17 août : « *Le méga plan qui refait des USA de bons citoyens mondiaux* »).

| Retour de la gauche, là-bas et des fachos par ici...

L'été, bien sûr, n'a pas mis fin à la guerre. Au contraire, sans doute. Le conflit s'enlise en Ukraine sans que l'opinion ne semble être en mesure de prendre de la distance quant à la réelle responsabilité du déclenchement des hostilités. La critique du rôle de l'OTAN reste inaudible en dépit de prise de position aussi importante que celle de Noam Chomsky ou... d'Henri Kissinger. L'un et l'autre pointent du doigt la volonté de l'Alliance de se pousser jusqu'aux frontières de la Russie. Ils sont rejoints par l'économiste indien d'origine belge Jean Drèze (le Vif du 4 août) : « *L'Occident a une part de responsabilité dans ce conflit. Cela ne justifie absolument pas l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Cela signifie qu'à un moment cette guerre aurait pu être évitée. Aujourd'hui, on ne sait pas comment en sortir. Pendant très longtemps, un ordre mondial basé sur la force a été promu. Il faut passer à un ordre mondial différent. On dit que c'est irréaliste, mais, pour l'instant, j'ai l'impression qu'on va au suicide collectif. On sous-estime vraiment le danger d'une guerre nucléaire.* ».

Peut-on interpréter différemment c'est-à-dire autrement que comme une provocation, la visite inopinée à Taïwan, de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants des USA ? La Chine qui continue de revendiquer la souveraineté sur ce qu'elle considère être une de ses provinces a riposté par des manœuvres militaires tout à fait exceptionnelles à proximité de l'île. Suite à quoi, un groupe de plusieurs Parlementaires américains (démocrates et républicains) en visite sur l'île à leur tour ont choisi de s'inscrire dans une forme d'escalade (le Monde du 14 août) ? Inquiétant.

Dans une certaine indifférence, la guerre a repris à Gaza le 5 août. L'escalade entre Israël et le Jihad islamique a fait une cinquantaine de morts en trois jours. A noter que le Hamas au pouvoir dans l'enclave palestinienne s'est abstenu de toute intervention.

A retenir encore au plan international, l'ouverture de la campagne électorale au Brésil qui devrait voir s'opposer Lula, ancien président blanchi de toutes les accusations qui lui ont valu une longue détention, à l'actuel président Bolsonaro. Verra-t-on se concrétiser une victoire de la gauche comme en Colombie où, fin juin, un ex-guérillero, Gustavo Petro, a devancé aux élections présidentielles le millionnaire sans parti Rodolfo Hernandez : le parti de droite au pouvoir avait été éliminé dès le premier tour.

Petro est le premier président de gauche de l'histoire de ce pays marqué par la violence quotidienne et le trafic de stupéfiants. Après le Chili (avec Gabriel Boric), le Pérou (avec Pedro Castillo) et le Venezuela (Nicolas Maduro), l'Amérique latine reste le continent de l'espoir d'un changement politique. « *La poussée de la gauche en Amérique latine, également vérifiée ces dernières années en Argentine et au Mexique, est en effet générale.*

Elle s'inscrit également dans une prise de distance des sociétés avec un catholicisme conservateur longtemps dominant. Les avancées obtenues en matière d'avortement par des mouvements féministes en Argentine, au Mexique ou en Colombie, pays pionnier par ailleurs en matière de suicide assisté, le démontrent » souligne le Monde.

En Europe, nous vivons une situation inverse.

Dans la foulée de la révocation du droit à l'interruption de grossesse par la Cour suprême des USA, les conservateurs danois menacent cette avancée pour le droit des femmes dans le pays scandinave qui fut le pionnier, en 1973, en matière de dépénalisation.

En Italie, suite à la chute du gouvernement Draghi, l'Alliance des droites - données en tête dans un sondage - pourrait ramener aux commandes une fasciste, la cheffe du parti Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni.

Chez nous, c'est de justesse que l'autorisation pour la tenue d'un festival d'extrême droite a été retirée par le collège échevinal d'Ypres, ce 16 août. Les pressions sont venues de l'Ocam (l'office chargé de l'évaluation de la menace), mais surtout de l'international. Un musicologue de l'université de Mayence, Thorsten Hindricks a, par exemple, confirmé le caractère néonazi de groupes à l'affiche et a conseillé « *aux personnes de couleur de ne pas s'approcher de la ville* » à cette occasion (la Libre du 17 août). A souligner enfin les... « nuances » développées par la gauche flamande pour aborder la question de l'extrême droite. « *Etre d'extrême droite est un choix légitime, mais ce qui pose problème, c'est le racisme, l'antisémitisme* », a expliqué au Soir le cabinet du président de Vooruit. Tandis que Jordy Sabels, élu de Groen à Ypres, jugeait nécessaire de préciser au même journal : « *Nous sommes contre Frontnacht – le festival néonazi – mais contre l'Izerwake – veille du pèlerinage de l'Yser – parce qu'il y a une différence entre le nationalisme flamand et le fascisme* ».

Cette différence, elle est...de « nature » ou d' « intensité » ?